

Frédéric Pichon

SYRIE

Pourquoi l'Occident s'est trompé

Frédéric Pichon

Syrie

Pourquoi l'Occident s'est trompé

ÉDITIONS DU ROCHER

Du même auteur

Du vieux avec du neuf.

Histoire et identité d'un village de Syrie. Maaloula, Presses de l'Institut Français du Proche Orient, Beyrouth, 2010.

Géopolitique du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord, du Maroc à l'Iran, en collaboration avec Florian Louis et Tancrède Jossieran, PUF, « Major », 2012.

©**Groupe Artège**

Éditions du Rocher, Monaco, mai 2014

28 rue Comte Felix Gastaldi - 98015 Monaco

www.artege.fr

ISBN version papier : 978-2-26807-605-8

ISBN version numérique : 978-2-26807-655-3

Tous droits réservés pour tous pays

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

les autres minorités rurales pauvres d'adhérer, davantage que le nationalisme arabe du Baas. Pour les chrétiens, l'ascension sociale passa par l'administration, les professions libérales et les milieux de l'enseignement. Contrairement à la Jordanie ou à l'Égypte, l'armée ne fut pas pour eux le moyen privilégié pour s'élever dans la société syrienne.

Qui sont les alaouites ?

« Alaouites » est le terme que les alawis (également appelés alaouites) s'appliquent habituellement à eux-mêmes ; mais jusqu'en 1920 ils n'étaient connus des orientalistes ou des musulmans que comme Nosayris ou Ansaris. Le changement de nom – qui remonte à l'époque du Mandat français en Syrie – ne fut pas anodin. Le terme de Nosayri renvoie très clairement aux différences du groupe par rapport à l'islam qui les considère comme des impies (*kouffar*), tandis qu'« Alawi » suggère le rapprochement avec Ali (le gendre du prophète Mahomet) et assimile de façon lointaine l'alaouisme à l'islam chiite. Par conséquent, les opposants au régime d'Assad ont l'habitude d'utiliser le premier terme dans un sens qui se veut péjoratif. Quant aux partisans du régime, ils font usage du deuxième. Pour la majorité des théologiens sunnites, les alaouites sont des hérétiques. Ibn Taymiyya, théologien sunnite syrien des XIII^e et XIV^e siècles et actuel inspirateur du salafisme, prononça même une *fatwa* appelant à répandre le sang des alaouites. Avant lui, le penseur musulman Abu Hamid al Ghazali (1058-1111), avait déclaré que les tuer était un devoir sacré.

Les alaouites aujourd'hui sont approximativement au nombre de 2 millions. Ils constituent près de 10 % de la population syrienne. Les trois quarts des Syriens alaouites vivent dans la région de Lattaquié, la province du nord-ouest de la Syrie, où ils représentent près des deux tiers de la population. Communauté

longtemps impénétrable, elle trouve son origine autour d'une religion assez composite où le secret et la dissimulation sont la règle. Les doctrines alaouites datent du IX^e siècle et sont issues de la branche des chiites duodécimains. Aux environs de 859 après J.-C., un certain Ibn Nusayr s'autoproclama *Bab* (« porte de la vérité »), un personnage clé dans la théologie chiite. Sur la base de cette autorité, Ibn Nusayr échafauda un enseignement complet, ésotérique, qui fit de l'alaouisme une religion distincte. Selon Ibn Kathir (mort en 1372), là où les musulmans proclament leur foi avec la phrase : « Il n'y a de divinité que Dieu et Mahomet est son prophète », les alaouites affirment : « Il n'y a pas de divinité à part Ali, pas de voile, mais Muhammad, et pas de *Bab* sauf Salman. » Les alaouites rejettent les grands principes de l'islam. Du point de vue théologique, ils doivent être considérés comme des non-musulmans, tant leurs doctrines sont éloignées de l'islam.

En réalité, certaines doctrines alaouites semblent provenir du paganisme phénicien, du mazdéisme et du manichéisme. Mais c'est avec le christianisme que l'alaouisme semble présenter le plus d'affinités, du moins si l'on s'en tient aux observations parcellaires collectées par les orientalistes. Les cérémonies religieuses alaouites impliquent du pain et du vin et les alaouites considèrent Ali, le quatrième calife, comme l'incarnation de la divinité. La religion alaouite fonctionne aussi autour de la croyance en une divinité trine, sorte de sainte Trinité, composée de Mahomet, Ali et Salman al Farisi, un esclave affranchi de Mahomet. Les alaouites célèbrent de nombreuses fêtes chrétiennes, y compris Noël, le Nouvel An, l'Épiphanie, Pâques, la Pentecôte et le dimanche des Rameaux. Pour toutes ces raisons, de nombreux observateurs – notamment des missionnaires – ont soupçonné chez les alaouites, un penchant secret pour les chrétiens. Même le colonel Lawrence les décrit

comme « ces disciples d'un culte de la fécondité, purs païens, anti-étrangers, se méfiant de l'islam, assimilés par moments au christianisme par la persécution commune ». L'islamologue jésuite Henri Lammens en avait conclu dans les années 1930 que « les Nusayris étaient chrétiens » car leurs pratiques semblaient combiner des éléments chrétiens avec des éléments chiites. Il est vrai qu'à l'époque, la grande affaire des jésuites était de convertir ces alaouites au christianisme afin de mieux les détacher encore du reste de la Syrie : ce fut globalement un échec, même si quelques villages firent officiellement profession de catholicisme en 1932 dans le Djebel Ansarié. Mais à vrai dire, on pourrait en dire autant de l'islam. Certains aspects islamiques furent mis en avant postérieurement par les alaouites pour tenter de se rapprocher de l'Islam : ainsi Hafez al Assad fit construire des mosquées dans son village natal, mosquées la plupart du temps inutilisées mais construites pour mieux se fondre dans le paysage musulman de la Syrie. Les véritables lieux de prière et de recueillement des alaouites restent les qoubba (littéralement « la coupole ») ou les ziyara (littéralement « le lieu de visite » ou « le mausolée »), en général de minuscules édifices blancs bâtis au-dessus de la tombe d'un saint et surmontés d'une coupole. Parfois, un arbre ou une source sacrée peuvent même servir de temple. En fait, les détails de la foi alaouite sont cachés non seulement aux gens de l'extérieur, mais même à la majorité des alaouites eux-mêmes. Contrairement à l'islam, qui est fondé sur des relations directes entre Dieu et le croyant, l'alaouisme permet seulement aux gens de sexe masculin nés de deux parents alaouites d'apprendre les doctrines religieuses. Lorsqu'ils sont jugés dignes de confiance, ceux-ci sont initiés à quelques-uns des rites, au sortir de l'adolescence ; d'autres mystères sont révélés plus tard et

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

que l'on enterre, ce qui donne lieu à des mobilisations supplémentaires. Les images font le tour du monde et viennent alimenter un *story telling* bien connu qui joue sur les réminiscences révolutionnaires chères à certaines nations comme les États-Unis ou la France. En Syrie, pour peu que l'on analyse la couverture d'Al Jazeera par exemple, ouvertement engagée contre le régime d'Assad, on note que dès le début, les comptes rendus sur le terrain n'ont évidemment pas choisi de mettre l'accent sur les slogans anti-alaouites de certaines manifestations, ni sur les informations avérées de véritables dépeçages des forces de l'ordre à Banyas en mai 2011. Les mêmes images du soulèvement de Banyas diffusées par Al Jazeera montrent en revanche des chars progressant lentement, suivis de sections de soldats s'abritant derrière les blindés. Qui peut croire que c'était pour aller réprimer une manifestation pacifique ? Pourquoi progresser ainsi, à l'abri du blindage, si ce n'est pour parer des tirs d'armes lourdes ou de *snipers* et ce moins de deux mois après la mi-mars ? À Lattaquié, le régime utilisa même un bâtiment de la marine pour reprendre un quartier : qui veut croire que c'était uniquement pour réprimer de pacifiques manifestants ?

Le traitement médiatique du conflit syrien

L'État est censé avoir le monopole de la violence légitime. Longtemps, il contrôla ce qui se disait ou se voyait de la violence armée. Mais ces deux privilèges ont été remis en cause en une période où prolifèrent des groupes et milices dotés de leurs propres armes, mais aussi de leurs médias propres. Certes, on ne demande pas à tous les journalistes d'avoir suivi des cours de stratégie ou de géopolitique, mais un tout petit effort pour prendre du recul aurait suffi, à l'heure où l'on solde – encore discrètement – les comptes des « printemps arabes » dans ces

pays où la liberté et la démocratie prennent le curieux visage de l'anarchie, du salafisme et de l'éclatement territorial. Dans ces conditions, les termes utilisés par la plupart des médias sont eux-mêmes piégés : les armées gouvernementales deviennent les « forces pro-gouvernement », « pro-Assad », tandis qu'en face se tient une « opposition », des « révolutionnaires », des « militants » armés, mais qui deviennent par miracle des « civils » lorsque s'abat sur eux la brutalité de la répression.

C'est du moins le champ sémantique presque exclusif qu'utiliseront les médias les premiers mois de la révolte, retardant d'autant la prise en compte de la montée en puissance inquiétante des groupes djihadistes. Même le mot terroriste est longtemps resté entre guillemets dans les comptes rendus médiatiques, car le terme était utilisé par le régime. Il fallait surtout avoir raison contre ce dernier. En effet, le système médiatique se mue parfois en une véritable machine de guerre. C'est ainsi qu'on peut s'interroger sur la raison qui a fait qu'aucune rédaction n'avait jugé utile de publier ni de commenter (ni peut-être de lire ?) le fameux rapport des observateurs de la Ligue arabe à la suite de leur inspection du 18 décembre 2011 au 21 janvier 2012 et dont la publication était en ligne en français dès le 30 janvier. On aurait certes appris certains aspects ubuesques de cette mission : certains observateurs ont visiblement préféré profiter des délices des grands hôtels de Damas plutôt que de se rendre sur le terrain. Mais on apprenait aussi que les « groupes armés » avaient recours aux bombes thermiques et aux missiles anti-blindage, ce qui cadrerait mal avec la vision romantique d'« opposants aux mains nues ». Mais il est vrai que l'Arabie Saoudite avait le 22 janvier décrété unilatéralement et sans motiver son avis, l'« échec » de la mission des observateurs. Pour Riyad, il fallait immédiatement une intervention de l'ONU. Et la presse allait

suivre, y compris en Occident. Il fallait intervenir en Syrie, reprenaient en chœur la plupart des grands médias occidentaux. Quant à Al Jazeera, elle s'était engagée dès le mois de janvier dans une entreprise planifiée de dénigrement de cette mission. Le rapport lui-même en témoignait de façon sibylline : « La crédibilité de la mission a été mise en doute auprès des téléspectateurs et auditeurs arabes et étrangers qui suivent certains médias usant de techniques d'information visant à déformer les réalités. »

Une autre partie du rapport déterminait également que le journaliste français Gilles Jacquier avait été tué à la suite de tirs de mortier par l'opposition. « Homs a été le témoin de l'assassinat d'un journaliste français travaillant pour France 2, et de la blessure d'un journaliste belge. Dans les deux cas, le gouvernement et l'opposition ont échangé des accusations sur la responsabilité de chacun [...]. Les rapports de la mission indiquent que le journaliste français a été tué à la suite de tirs de mortier par l'opposition. » Seul Georges Malbrunot du *Figaro* mènera l'enquête et parviendra aux mêmes conclusions. Pourtant, l'affaire était entendue, il ne pouvait s'agir que d'un tir du régime. Peu importe que Gilles Jacquier ait été au moment des faits sous protection de l'armée syrienne, qu'il se trouvait dans un quartier alaouite, la corporation tout entière trouva un moyen de flétrir encore le régime de Damas. La vérité sera établie au printemps 2013, mais aucun grand média ne reviendra dessus.

Les habituelles ficelles du métier sont assez aisées à apprendre. C'est du reste une stratégie parfaitement maîtrisée par la chaîne Al Jazeera mais reprise de façon automatique par certains médias français, appartenant pourtant au Service de l'audiovisuel public, comme France 2. Al Jazeera s'appuie en fait sur des techniques simples qui ont fini par contaminer

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

communauté chrétienne orthodoxe servait de levier à l'influence russe dans la région. Les exactions contre les chrétiens de Maaloula en septembre 2013 ont été largement relayées et diffusées par les responsables et les médias russes parce que ces événements trouvent encore une résonance particulière dans l'opinion publique. Mais d'autre part, c'est aussi la « laïcité » du régime de Damas qui est l'une des raisons du soutien de Moscou. Il faut rappeler que les pays arabes partenaires de l'URSS (Algérie, Libye, Égypte du temps de Moubarak) étaient tous assimilables à des régimes réputés « laïcs » ou inspirés d'une idéologie considérée comme séculière. Le soutien russe au dernier régime baasiste revêt donc une dimension psychologique, dans un Moyen-Orient que les Russes perçoivent comme dominé de plus en plus par l'islam politique. Plus généralement, les autorités russes n'ont de cesse que de poser la question du devenir des minorités¹⁴ dont il faut bien admettre que le sort n'est absolument pas garanti et reste une source d'inquiétude dans les chancelleries occidentales. Moscou a également dans le passé formé des générations d'officiers, notamment alaouites, mais aussi d'universitaires¹⁵. Pour autant, la symbiose culturelle entre les deux peuples est restée limitée, les Russes vivant entre eux dans leurs bases respectives et gardant de solides préjugés négatifs sur les Arabes en général. Du côté syrien, les clichés sur les Russes sont légion. Si à présent cette présence est beaucoup moins marquée qu'à l'époque soviétique, nombre de panneaux d'échoppes en russe demeuraient visibles à Alep ces dernières années, signe d'un passé révolu, mais aussi de la poursuite d'un tourisme russe « multiforme ».

C'est dans le domaine de l'armement que se trouve le cœur de la relation entre les deux pays. À la mort de Brejnev en 1982, Hafez al Assad parvient habilement à intensifier les livraisons à

destination de ses forces armées. Selon Patrick Seale, la Syrie aurait reçu entre 1982 et 1986 ce qui constitue encore son arsenal de base actuel, sensiblement vétuste. En quelques années, l'armée syrienne passe de 3 200 à 4 400 chars et de 440 à 650 avions. Côté artillerie, elle est dotée de 4 000 pièces et les sites de défense antiaérienne passent de 100 à 180¹⁶. Que la Syrie soit le premier pays tiers (hors Pacte de Varsovie) à recevoir ce type d'armement étonne tous les observateurs : ainsi des SS-21, missiles sol-sol d'une portée de 100 km, entrés en service en 1982 sont livrés en 1983. De même des batteries de SAM 5 extrêmement performants furent livrées pour protéger le port de Lattaquié et installées notamment sur les bases de Homs et de Dmeir. Des stations radars, comme celle de Kassab, furent aussi installées pour « écouter » l'OTAN implantée sur le territoire turc. La contrepartie fut que les équipes de conseillers militaires russes furent davantage présentes pour servir ces équipements ou former à la maîtrise des Mig 23, Mig 27 et autres chars T-74 livrés. À la fin des années 1980, ces conseillers sont près de cinq mille, dont les personnels de la base navale de Tartous que l'URSS utilise depuis 1971 comme point d'appui logistique et de ravitaillement pour sa flotte de la mer Noire. Il faut ajouter aux conseillers militaires les centaines d'assistants techniques pour les grands projets industriels ou agricoles, qui se désengageront progressivement à partir de la fin de l'URSS en 1991. La profondeur et la complexité de la défense antiaérienne syrienne impliquent toujours de nos jours la présence de nombreux instructeurs russes pour former sur place les personnels destinés à servir ces pièces¹⁷. Toute intervention extérieure prendrait donc aussi le risque supplémentaire de causer des pertes parmi ces conseillers militaires russes en plus de l'efficacité de ces systèmes, pensés dans une logique de stratégie de « déni d'accès ». La

renonciation à toute opération militaire en septembre 2013 par les États-Unis à l'encontre de la Syrie est en partie le résultat de cette politique d'armement défensif, initiée par les Soviétiques.

L'Union soviétique a donc fourni à la Syrie l'essentiel de son armement, mais à l'heure actuelle, la Russie se contente de mettre en œuvre ses engagements qui sont liés essentiellement à la fourniture de certains systèmes de défense aérienne. Pour Moscou, ces livraisons étant de nature défensive, elles ne violent pas les traités internationaux. Ainsi, en février 2011, juste avant que n'éclate la crise, les Israéliens s'étaient émus de la livraison à la Syrie, confirmée par les Russes, en vertu d'un accord datant de 2007, du SS-N-26 Yakhont, un missile anti-navire supersonique redoutable. Ces matériels ont été livrés comme prévu en décembre 2011. S'il est vrai que la Russie ne livre plus d'avions de chasse ou de chars à la Syrie tant que le conflit dure, il n'en reste pas moins que les chaînes logistiques visant à fournir les pièces de rechange, sont restées intactes. Pour autant, les Russes ne sont pas dupes des livraisons d'armes clandestines qui sont effectuées par certains alliés arabes à l'opposition. Durant l'été 2012, Sergueï Lavrov avait évoqué la livraison de *Stingers* aux rebelles syriens : une arme chargée de symboles puisqu'elle avait permis aux *moudjahidin* afghans de porter des coups décisifs à l'Armée rouge. À l'automne 2012, le *Washington Post* assurait que les missiles utilisés apparemment pour la première fois en novembre contre l'aviation syrienne avaient été livrés par le Qatar¹⁸.

Autre domaine dans lequel la Russie est intervenue très tôt, le domaine économique. Moscou a œuvré de façon active pour éviter une asphyxie de l'économie syrienne, soumise très tôt à tous types d'embargos de la part de l'Union européenne. C'est d'ailleurs ce sur quoi comptaient dès le début les chancelleries occidentales en permettant sur le terrain la mise en place d'un

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

d'utilisation d'armes chimiques le 21 août 2013. Mais dans le même temps, se concluaient de gigantesques contrats d'armement ou de travaux publics entre des entreprises françaises et ceux de nos alliés du Golfe les plus intransigeants sur le dossier syrien, le Qatar et l'Arabie Saoudite. Est ce vraiment un hasard ? Surtout depuis que l'État français a pris l'étrange habitude de mettre tous ses moyens au service de grandes multinationales françaises pour conquérir des marchés dont on peut douter des retombées effectives sur l'emploi dans le pays.

Les observateurs extérieurs finissent tous par se poser la même question : pourquoi la France s'entête-t-elle à suivre une ligne politique dans le dossier syrien qui visiblement ne correspond pas à ses intérêts ? Les largesses du Qatar, le fait que toute la classe politique ou presque a été approchée expliquerait-il la chose ? Quand Dominique de Villepin rappelait en septembre 2013 chez Frédéric Taddei qu'une intervention en Syrie serait une erreur comparable à celle de l'Irak, les trémolos gaullistes revenaient dans la voix de celui qui avait solennellement tenu tête à la première puissance mondiale en 2003, dans l'enceinte du Conseil de Sécurité. Mais l'ancien ministre voulait peut-être faire oublier qu'il est l'un des avocats attitrés du petit État et que le 15 août 2012 il avait appelé clairement à une intervention militaire, dans la foulée des déclarations martiales de Laurent Fabius.

Autre exemple : le « Forum de Doha », en mai 2013, qui réunit 25 grands patrons français, des dizaines d'hommes politiques de droite comme de gauche pour envisager la collaboration future entre milieux d'affaires français et qataris. Le 22 juin 2013, François Hollande se rendait à Doha pour négocier les futurs contrats des entreprises françaises dans l'émirat – en compagnie des patrons de Vinci, Alstom, Bouygues – ainsi que les

conditions des futurs investissements du Qatar en France. Car la France est devenue une des destinations privilégiées des fonds stratégiques qataris, après la Grande-Bretagne. Mais dans ce dernier pays, les relations intenses qu'entretiennent les milieux politiques avec l'émirat ne sont pas aussi prononcées. Ces investissements qataris ont été opportunément défiscalisés par une loi de circonstance votée sous la présidence de Nicolas Sarkozy. Ils s'élèvent à près de 12 milliards d'euros sur ces cinq dernières années, avec des prises de participation dans des secteurs stratégiques comme Total, Vinci, Veolia, Vivendi, EADS ou Lagardère. Les investissements de prestige, destinés à renforcer le *soft power* du Qatar par le sport (PSG, BeIn sport) ne doivent pas cacher non plus la volonté du Qatar de lorgner vers les jeunes français musulmans des quartiers dits sensibles. La nouvelle mouture du « plan banlieue » retoqué en « plan d'investissement pour les PME » (300 millions d'€) permet au Qatar de s'ancrer dans le tissu économique et social des banlieues françaises.

À l'inverse, le Qatar – outre ses réserves en gaz – est une mine pour les investisseurs français en quête de gros contrats : Bouygues, Vinci, Alstom ou Keolis (filiale de la SNCF) sont sur les rangs pour la construction d'infrastructures en vue de la Coupe du Monde de football de 2020. On parle en tout, d'investissements se montant à près de 170 milliards d'euros. Bouygues a déjà récupéré un contrat pour la réalisation d'un complexe immobilier pour 1 milliard d'euros, Vinci celui d'un tronçon du métro de Doha pour 1,5 milliard. Total pour les partenariats au Qatar comme à l'étranger, EADS pour la livraison d'équipements militaires profitent également des contrats signés avec le Qatar. Tout ce faisceau d'alliances et de partenariats économiques explique évidemment l'étrange

communauté de vue des deux États sur les questions internationales.

Car pour le Qatar, en Syrie, c'est le voisin iranien, menaçant et tout proche, qui est visé. Et sur le moyen terme, c'est aussi une façon, comme pour l'Arabie Saoudite, encore plus exposée à ce danger, de différer la survenue d'un « printemps arabe » domestique, qui viendrait déstabiliser des régimes dont on peut dire qu'ils ne possèdent, à l'heure actuelle, aucun mécanisme démocratique ni préoccupation en matière de droits humains : l'exportation du terrorisme a souvent été de la part de ces pays un moyen d'assurer l'ordre intérieur.

La situation à Bahreïn, dont peu de médias se soucient, est l'illustration même de ce que feront ces pays chez eux en cas de révolte populaire : envoyer les chars et réprimer les manifestations. Dès le 14 mars 2011, les chars saoudiens entraient à Bahreïn pour se porter au secours de la dynastie sunnite contestée par une population chiite à 70 %. Ils y sont toujours...

Pour qui connaît le microcosme parisien, le constat est sans appel. Il faut avoir vu avec quel empressement le Tout-Paris politique et médiatique se rue chaque année sur le buffet fort bien garni du reste, de l'ambassade du Qatar à l'occasion de l'anniversaire de l'ambassadeur. Politiques, journalistes, capitaines d'industrie se croisent entre les tables *hallal* et non *hallal*. Tout ceci permet de comprendre les contre-feux allumés dans la presse lorsque certains journalistes courageux mettent en lumière la fascination (très intéressée) des mêmes cercles politico médiatiques pour le petit émirat : cela devient le *Qatar bashing*, expression reprise par l'ambassadeur lui-même et diluée méticuleusement ensuite par les relais médiatiques selon une technique qui consiste à s'approprier le terme, l'affadir, le vulgariser et ainsi le désamorcer. Tout récemment encore, fin

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

terrain par ces acteurs, certes, nettement moins spectaculaires que les conférences ultra-médiatisées de ceux qui continuent à apparaître comme des exilés sans prise avec les réalités sur le terrain. Les Occidentaux ont certes dû imposer des mesures cosmétiques pour obliger le Conseil National Syrien puis la Coalition Nationale Syrienne à masquer ses oripeaux islamistes. Mais cela ne trompe personne, pas même certains diplomates français. « Qui peut croire une seconde, en effet, que le régime saoudien cherche à instaurer la démocratie à Damas, lui qui ne reconnaît aucune assemblée élue ? Lui dont le ministère de l'intérieur vient de déclarer que les manifestations dans l'est du pays étaient "une nouvelle forme de terrorisme" », rappelait Alain Gresh sur son blog en 2012 ? Au printemps 2013, la France refusait toujours d'admettre qu'il n'y avait aucune articulation entre cette opposition et les groupes armés sur le terrain. Entre-temps, l'infiltration djihadiste encouragée par la lutte sourde entre le Qatar et l'Arabie Saoudite a fini par transformer la Syrie en terrain de jeu régional pour les islamistes du monde entier.

Que veut-on vraiment en Syrie ?

Une autre question mérite d'être posée : au-delà de l'« éthique de conviction » qui nous fait nous indigner à juste titre de la situation de violence et réclamer à cor et à cri une intervention, il fallait être bien conscient des conséquences. Car qui peut croire que la démocratie succédera au régime actuel ? Et même si l'on rétorque, en bons lecteurs de la Révolution française, qu'une période de transition sera nécessaire, y compris durant laquelle le sang devra couler, sommes-nous bien sûrs que ce soit l'enjeu véritable ? Que cherchent en réalité le Qatar et l'Arabie Saoudite, si peu soucieux de démocratie chez eux et qui sont les plus actifs, les plus influents, y compris auprès des chancelleries

occidentales, sinon à affaiblir l'Iran qui est leur principale menace dans la région ? Pour la majorité de ces groupes rebelles, la priorité a été très tôt de se faire reconnaître et financer par les généreux donateurs du voisinage, Qatar et Arabie Saoudite en tête. L'affiliation religieuse, wahhabite ou salafiste, est devenue la règle, sans compter les centaines de djihadistes étrangers qui affluent en Syrie. L'échec du plan Annan à cet égard a montré toute la mauvaise volonté de certains acteurs à parvenir à une solution négociée en Syrie : or c'était le plan de la dernière chance. Depuis, la Syrie a pu devenir le champ clos de tous les intérêts régionaux. Entré en vigueur officiellement le 12 avril 2012, le plan Annan n'a pas bénéficié d'emblée de l'empathie des grands pays occidentaux, ni des Arabes qui dès avant sa mise en place avaient déjà prophétisé son échec. Le 17 avril, l'émir du Qatar évaluait à 3 % (sic) ses chances de réussite et le 25 avril Alain Juppé déclarait : « Les choses ne se passent pas bien, le plan Annan est fortement compromis. » L'échec du plan Annan a ouvert la porte à l'installation durable d'un conflit de basse intensité en Syrie, sur le modèle de la guerre civile libanaise. À partir de ce moment, le conflit syrien servit d'exutoire aux djihadistes du monde entier, bientôt privés de leur terrain de jeu afghan. Le 5 juin 2012, le général Robert Mood mettait en cause des acteurs étrangers comme contribuant activement à la spirale de la violence en Syrie, en envoyant de l'argent et des armes. « Je ne peux pas identifier quels pays sont impliqués », avait-il prudemment ajouté auprès de l'AFP et de Reuters.

Une autre illustration de cette politique hasardeuse avait été fournie en avril 2012 lors de la réunion de la Ligue arabe à Bagdad : le sommet s'est terminé par une résolution condamnant toute ingérence internationale. Les responsables français, dans le sillage de l'Arabie Saoudite, qui n'avaient envoyé que des

représentants de second rang, déclarèrent « avoir été déçus par tant de prudence ».

À l'approche de Genève 2, après un an d'atermoiements et de manœuvres dilatoires, la stratégie occidentale et en particulier française s'avéra être ce que les observateurs avaient prévu : un échec total. Des mesures cosmétiques – une fois de plus – furent imposées à l'opposition syrienne au printemps 2013 : la France dut finalement persuader le Qatar de la nécessité d'un élargissement de l'opposition à ceux-là mêmes qu'elle avait sciemment écarté deux ans plus tôt, dont Michel Kilo. Éric Chevallier lui-même en perdit son latin devant la mauvaise volonté de la CNS réunie pour l'occasion à Istanbul... Mais ce ne fut que contrainte et forcée que cette opposition se rendit à Genève en janvier 2014, elle qui à Doha en novembre 2012, avait inscrit dans sa charte l'engagement de n'ouvrir aucun dialogue avec le régime... Qu'avait-elle à gagner dans ce qui s'apparentait à un suicide politique ?

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

12. Le terme désigne les provinces arabes de l'Empire Ottoman situées au Moyen-Orient, moins l'Irak. On trouve aussi parfois le terme de « Grande Syrie ».

13. Ce dernier avait pourtant déjà séjourné en URSS. En 1958, Hafez al Assad y passe onze mois dans le cadre de sa formation de pilote de chasse et apprend le russe. Il ne le parla jamais officiellement, comme d'ailleurs aucune langue autre que l'arabe.

14. Le rapport Valdai de juin 2012 extrapole quelque peu le poids de ces « minorités » en Syrie en avançant, toutes confessions et ethnies confondues, le pourcentage de 40. Tout dépend de l'estimation faite par chacune d'elles, aucune statistique confessionnelle ou ethnique n'étant effectuée par les autorités syriennes. Logiquement, à l'instar du groupe chrétien, ces évaluations sont souvent optimistes. VALDAI CLUB ANALYTICAL REPORT, *Transformation in the Arab world and Russia's interests*, juin 2012, p. 54.

15. Rifaat al Assad, le frère d'Hafez, recevra ainsi dans les années 1970 un doctorat (*honoris causa*) de Sciences Politiques de l'Académie des Sciences d'URSS. L'actuel « ambassadeur » de la coalition nationale syrienne à Paris, Monzer Makhous, est titulaire d'un doctorat en Géologie obtenu en 1993 à l'Université d'État de Moscou.

16. Patrick SEALE, *Asad, the struggle for the Middle East*, 1990, p. 398 sq.

17. Il s'agit notamment des systèmes de missiles Buk-M2 et Pantsir-S1 (dénommés respectivement SA-17 et SA-22 par l'OTAN).

18. *Officials : Syrian rebels' arsenal includes up to 40 anti-aircraft missile system*, *The Washington Post*, 29 novembre 2012.

19. Il s'agit de l'imprimerie nationale russe Goznak : <http://fr.rian.ru/world/20120803/195570876.html>

20. Hubert VÉDRINE, op. cit., p. 143.

21. *La Tribune*, 30 octobre 2013.

22. Georges MALBRUNOT et Christian CHESNOT, *Qatar, les secrets du coffre-fort*, Éditions Michel Lafon, mars 2013.

23. 24 juin 2013.

24. Georges MALBRUNOT et Christian CHESNOT, *Qatar, les secrets du coffre-fort*, p. 183, Éditions Michel Lafon, mars 2013.

25. CF2R (Centre français de recherche sur le renseignement), direction Éric DÉNÉCÉ, *La face cachée des révolutions arabes*, p. 184, Éditions Ellipses.

26. Cité par Laurent DE SAINT-PÉRIER dans *Jeune Afrique*, 23 janvier 2013.

27. Max WEBER, *Le Savant et le Politique*, Plon, 1959 pour l'édition française.

28. Rappelons qu'en février 2012, Alain Juppé avait parlé de « *tâche morale* » pour qualifier la position russe sur le dossier syrien.
29. VALDAI REPORT p. 53.
30. La charte de la coalition comporte 10 points parmi lesquels : 2/Les parties signataires ont pour objectif commun de renverser le régime, ses bases et ses symboles, démanteler les appareils sécuritaires et déférer en justice ceux qui ont été impliqués dans les crimes commis contre les Syriens. 3/La Coalition s'engage à n'engager ni dialogue, ni négociation avec le régime.
31. « Smart Power », *Foreign Affairs*, 02/2004.
32. Bertrand BADIE, *Puissances d'hier et de demain, l'État du monde 2014*, Éditions La Découverte.
33. Bernard SQUARCINI et Étienne PELLOT, *Renseignement français : nouveaux enjeux*, éditions Ellipses, 2013.
34. *Cinglante débâcle de la diplomatie française*, *Le Monde diplomatique*, octobre 2013.
35. Vali NASR, *The Dispensable Nation : American Foreign Policy in Retreat*, Doubel Day, 2013.
36. Bernard SQUARCINI et Étienne PELLOT, *Renseignement français : nouveaux enjeux*, éditions Ellipses, 2013.

Table des matières

Avant-propos

Introduction

I Anatomie du conflit : un pays mosaïque

L'asabiyya alaouite

Qui sont les alaouites ?

La famille Assad

La faute à la mondialisation

L'islamisme comme moteur de la révolution

II Dans l'euphorie du printemps arabe

Révolte ou révolution démocratique ?

Le traitement médiatique du conflit syrien

La psywar, une arme inefficace

III L'impossible intervention internationale

Le grand retour de la Russie

La Syrie, une clientèle ?

La Syrie, un verrou stratégique

La question taboue du djihadisme

IV L'insoutenable légèreté

de la France

Les néoconservateurs n'ont pas disparu

Nos amis du Qatar

Et les chrétiens de Syrie ?

À la recherche de l'opposition syrienne

Que veut-on vraiment en Syrie ?

V Syrie, laboratoire d'un basculement du monde

L'échec de l'occidentalisme

Punir ou réfléchir :
quand la France ne choisit pas
De guerre lasse, Assad plutôt que le chaos